

La voix chevrote. Les larmes caressent les rides de la joue et les mains se nouent. Eun-young – qui s'exprime sous pseudonyme comme toutes les victimes que *Le Monde* a pu rencontrer – se refuse à pardonner, cinquante ans après, ces soldats américains basés en Corée du Sud qui ont abusé d'elle pendant des années, quand la septuagénaire aux cheveux gris et au chemisier rose pâle servait comme « femme de réconfort ». « Je veux qu'ils s'excusent. Je veux qu'ils me dédommagent pour ma vie détruite », assène-t-elle depuis les locaux de Saewoomtuh, l'association de défense de ces femmes, basée à Pyeongtaek, non loin de Séoul.

L'euphémisme est connu : ce « réconfort » qualifie les femmes, coréennes notamment, réduites à l'esclavage sexuel par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale. Il concerne aussi celles exploitées par les troupes américaines dès les années 1950. A la différence des premières, parées de sympathie car victimes de l'opresseur nippon, ces dernières ont été condamnées à la honte et au silence. Il n'est pas bienvenu, en Corée du Sud, de critiquer l'allié américain, garant de la sécurité du pays, d'autant que le système en place a longtemps bénéficié de la complicité de l'Etat.

Le 8 septembre 2025, 117 anciennes « femmes de réconfort » sud-coréennes ont malgré tout porté plainte contre l'armée américaine, une première pour un pays accueillant toujours des bases américaines – elles sont 73 actuellement. La date n'a pas été choisie au hasard. Le même jour, 80 ans plus tôt, les premiers GI débarquaient dans une péninsule libérée du joug nippon (1910-1945).

Les plaignantes réclament aujourd'hui 10 millions de wons (5800 euros) par personne. Un maigre pécule pour des vies brisées au fil de violences infligées au quotidien dans les *kijichon*. Ces « villages de garnison » aménagés à proximité des bases militaires pour le bon plaisir des soldats américains mêlent clubs et hôtels de passe aux façades grises, égayées à la tombée du jour par la lueur d'enseignes aguicheuses.

Après l'arrêt des combats de la guerre de Corée (1950-1953) – les deux Corées sont toujours juridiquement en guerre –, les troupes américaines sous bannière onusienne sont restées dans la péninsule. 28 000 soldats sont actuellement stationnés en Corée du Sud. En 1961, la province de Gyeonggi, voisine de Séoul et hôte d'importantes bases, a jugé « urgent de préparer des installations de masse pour les femmes de réconfort afin de soutenir les troupes de l'ONU », selon les termes d'une directive de l'autorité provinciale, un document versé au dossier des plaignantes. Ces sites sont également censés « rapporter des devises étrangères » à une Corée du Sud, alors parmi les nations les plus pauvres de la planète.

La province de Gyeonggi a autorisé dès 1960 des clubs privés, réunis au sein d'une « association coréenne pour touristes spéciaux », à recruter des femmes. Des *kijichon* ont alors été aménagés notamment à Pyeongtaek, près du camp Humphreys, ou à Dongducheon, voisin du camp Casey. Ils sont toujours en activité, même s'ils n'ont plus de caractère « officiel ».

« MACHINES À GAGNER DES DOLLARS »

Les malfrats qui dirigent ces installations après la guerre de Corée les peuplent de filles issues de familles pauvres. Certaines sont enlevées ou abusées par de fausses agences de placement qui promettent des postes d'employée de maison. D'autres sont « trompées » par des amies. « L'une d'elles travaillait déjà comme prostituée. Je ne le savais pas. Elle m'a convaincue de me rendre à un endroit pour un emploi. C'était un *kijichon* », se souvient Oknyung, 75 ans, native de Jinhae (sud-est). « Mon père est décédé quand j'étais petite, je n'ai pas pu aller à l'école, ajoute Byung-ja, née en 1954 à Séoul. Un jour, un homme m'a abordée dans la rue et m'a proposé du travail. Je l'ai suivi et je me suis retrouvée dans le *kijichon*. Elle avait 18 ans, c'était la première fois qu'elle voyait des étrangers.

Le système fonctionne grâce à une étroite surveillance et un chantage à la dette. Quand Eun-young, née en 1949 à Buyeo (ouest), a réalisé qu'elle devait « vendre [son corps] », elle a voulu s'en aller. « Mais le proxénète m'a dit que j'avais une dette. » L'homme lui a expliqué qu'il avait payé le voyage et l'amie qui l'avait convaincue de venir. « J'ai dû rester pour la rembourser mais elle augmentait sans cesse », explique celle qui fut forcée de se prostituer à l'âge de 15 ans. Dans le *kijichon*, tout était payant, « les vêtements, le maquillage, le savon et même les soins ». Les proxénètes, eux, accaparaient le montant des passes, généralement entre 5 et 10 dollars.

La surveillance interdit la fuite. « On ne dort que quand il n'y avait pas de clients. Il fallait être tout le temps disponible », témoigne Eun-young. Et pas question de rechigner, comme ce jour où elle a tenté de repousser « un client malsain ». « Il m'a frappée et j'ai perdu trois dents. J'ai crié, en vain. Personne ne

m'a aidée. » Byung-ja, elle, souffre encore du dos à cause des coups reçus un soir à la sortie du club, « sans raison ». Deux soldats se sont acharnés sur elle, raconte-t-elle. Ce ne sont pas des cas isolés. Entre 1960 et 2004, des soldats américains ont été reconnus coupables du meurtre de 11 travailleuses du sexe en Corée du Sud, selon une liste établie par Saewoomtuh, une structure créée en 1996 par d'anciennes militantes pro-démocratie.

Les gouvernements de Séoul ont longtemps bloqué toute tentative de plainte, jusqu'à ce que les mouvements pro-démocratie s'emparent du dossier des « femmes de réconfort », au cœur des années 1980, quand le sujet a commencé à faire débat dans toute la société sud-coréenne. Jusque-lors, se souvient Byung-ja, des fonctionnaires « toujours bien habillés » venaient à la rencontre de ces femmes. « Ils nous disaient : "Vous êtes des patriotes. Vous devez être gentilles avec les soldats américains." » « Mais par derrière, ils se moquaient de nous. Ils nous traitaient de "machines à gagner des dollars" », raconte Eun-young. L'association Durebang, pionnière en 1986 de l'aide à ces victimes, estime que la prostitution destinée aux soldats américains a nourri jusqu'à 1 % du PIB sud-coréen.

A partir de 1971, lorsque les représentants de l'armée américaine ont eux-mêmes soulevé la question de l'hygiène sur les *kijichon*, l'Etat sud-coréen a aménagé des dispensaires surnommés « monkey house » (« maison des singes ») – l'un des sobriquets dont étaient affublées les prostituées était « yellow monkeys » (« les singes jaunes ») – pour lutter contre les

infections sexuellement transmissibles. L'un de ces dispensaires, cerné de barbelés et envahi par les broussailles, se dresse encore sur le mont Soyo, en surplomb du *kijichon* de Dongducheon, au nord de Séoul.

Toutes les filles contaminées y étaient enfermées jusqu'à leur guérison. Les tenanciers leur injectaient des quantités de pénicilline jusqu'à dix fois supérieures aux doses normales. Certaines en mouraient. Leurs corps étaient enterrés un peu plus haut, anonymement et sans sépulture. Des militants se battent aujourd'hui contre la destruction programmée du dispensaire de Dongducheon, proche d'un point de départ prisé pour des randonnées en montagne. « C'est un lieu porteur d'histoire qui a vu l'Etat violer les droits humains des femmes », dit un panneau fixé devant l'entrée du site.

Sortir de la prostitution n'était pas toujours chose aisée. Quand elles atteignaient l'âge de 30 ans, elles avaient la possibilité de passer un contrat avec un militaire américain, qui les payait pour s'occuper de lui. « Une autre forme de prostitution », selon Go Mi-ra, présidente de l'association Saewoomtuh. Byung-ja avait ce statut, quand, à 35 ans, elle est tombée enceinte. « Le militaire américain m'a quittée deux semaines avant l'accouchement. J'ai dû confier le bébé à l'adoption. » Elle n'a jamais revu son enfant.

Lorsqu'elles vieillissent, les pensionnaires des *kijichon* s'occupent de l'entretien des lieux. L'association Saewoomtuh évalue à 200 000 le nombre de femmes de réconfort recrutées entre les années 1950 et les années



serprix.com

SYLVIE SERPRIX

En Corée du Sud, le combat des « femmes de réconfort »

Pendant des décennies, des milliers de Sud-Coréennes ont été forcées de se prostituer pour le plaisir des militaires américains, avec l'appui du gouvernement de Séoul. Elles réclament aujourd'hui réparation

« LES CORÉENS PENSENT QUE C'EST UN CHOIX DE VIE. LES MÉDIAS HÉSITENT À EN PARLER CAR CELA SIGNIFIE CRITIQUER LE GOUVERNEMENT ET LES AMÉRICAINS »

GO MI-RA
présidente
de l'association de
défense Saewoomtuh

1990. La plupart de celles qui vivent encore n'ont pas quitté ces camps, toujours fréquentés par les militaires américains. Ils restent des lieux de plaisir officiels, désormais peuplés d'étrangères, russes ou encore philippines, mais la vie y est moins chère qu'ailleurs pour ces femmes privées de retraite. Elles touchent l'équivalent du RSA local et une aide de 500 000 wons (340 euros) par personne et par an accordée depuis 2020 par l'actuel président, le démocrate Lee Jae-myung, quand il était gouverneur de Gyeonggi (2018-2021).

Une loi de 2004 interdisant la prostitution a également fourni un cadre au gouvernement pour accorder des subventions aux associations qui les soutiennent. Certaines femmes ont ouvert une boulangerie ou des restaurants dans les *kijichon*, mais les clients ne se bousculaient pas. « La nourriture était considérée comme souillée », explique Ha Ju-hee, une avocate qui suit la plainte engagée contre les soldats américains.

Rester dans le *kijichon* permet aussi d'échapper au regard d'une société qui considère ces femmes comme des *yanggalbo* (« prostituées pour Occidentaux »). « Les Coréens pensent à en parler car cela signifie critiquer le gouvernement et les Américains », regrette Go Mi-ra, la présidente de l'association Saewoomtuh.

Eun-young aimerait retrouver sa famille, mais elle ne se sent « pas prête » : « Je serais obligée de mentir sur ce que j'ai fait, avoue celle qui vit dans un *kijichon* depuis plus de 60 ans. Après une cinquantaine d'années passées dans l'un de ces camps, Byung-ja se demande, elle, qui pourrait la comprendre. « On va se moquer. J'ai peur qu'on me dise : c'est de ta faute. » Pour M^{me} Go, « ces femmes sont aujourd'hui les plus vulnérables et les plus marginalisées de Corée ».

STATUT SPÉCIAL DES FORCES AMÉRICAINES
Difficile de dire si la plainte contre l'armée américaine a quelque chance d'aboutir devant un tribunal. En 2014, une action similaire a été lancée contre l'Etat sud-coréen. En 2022, la Cour suprême a reconnu que la souffrance des « femmes de réconfort » relevait de la violence d'Etat. De fait, il s'agit de contester le très protecteur statut des forces américaines, signé en 1966. Ce cadre interdit toutes poursuites contre les Etats-Unis si leurs militaires commettent des crimes à l'étranger. Il a pu dissuader d'autres ex-prostituées victimes des GI, à Okinawa, au Japon, ou encore aux Philippines – territoires abritant aussi des bases américaines –, d'engager une action. D'où le choix des avocats des plaignantes d'assigner le gouvernement sud-coréen, car, en vertu des lois en vigueur, Séoul est tenu d'indemniser les victimes d'actes illégaux commis par des soldats américains en service, avant de demander le remboursement à Washington.

Même si Donald Trump lui « fait peur », Eun-young est décidée à se battre. « On ne pourra jamais retrouver nos 18 ans, mais on ne veut pas qu'il y ait de nouvelles victimes. » La septuagénaire espère toujours des excuses, quelques mots qui redonnent un semblant de dignité aux « femmes de réconfort ». ■

PHILIPPE MESMER